



PANORAMA DE L'ACTU

Union régionale des associations familiales Grand Est

31 juillet 2026

LA UNE UNE SOCIÉTÉ À HAUTEUR D'ENFANT

Eric Delemar, Défenseur des Enfants de 2020 à 2026 (adjoint de Claire Hédon, Défenseuse des Droits sur la même durée) quitte ses fonctions et, au moment de son départ, il adresse un message au réseau des délégués locaux présents sur tout le territoire national. Extraits (et en liens : Action Enfance, APF France Handicap, Défenseur des Droits, CESE, Vie Publique, France terre d'asile, ATD Quart-Monde, Lecture Justice, Radio France, Educadroit, Humanium, Francas)

*

La France n'a jamais autant parlé des droits de l'enfant ; jamais les violences qu'ils subissent n'ont été autant révélées, dénoncées et débattues. Et pourtant, nous avons encore tant de difficultés à entendre véritablement les enfants, à leur faire confiance, à les écouter. À leur garantir, concrètement, la protection à laquelle ils ont droit.

Pour les enfants les plus vulnérables – [enfants en danger](#), [en situation de handicap](#), [victimes de la traite des êtres humains](#), [mineurs non accompagnés](#), [enfants demandeurs d'asile](#) avec leurs parents, [vivant dans la pauvreté](#), [en conflit avec la loi](#) ou [victimes de toutes formes de discrimination](#) –, nous sommes, vous êtes de plus en plus sollicités comme l'un des derniers remparts de l'État de droit....

Une société à hauteur d'enfant se mesure à sa capacité de garantir une [participation réelle et effective des enfants](#). Il ne peut y avoir de véritable reconnaissance de leur parole individuelle sans leur participation collective au débat public. Les enfants ne sont pas seulement des personnes à protéger ; ils sont [des sujets de droits](#), capables d'exprimer une expérience, une intelligence et une vision du monde dont nos démocraties ont besoin. S'ils sont des citoyens en devenir, ils sont, dès leur naissance, titulaires de l'ensemble des droits humains.

Parce que notre humanité doit offrir ce qu'elle a de meilleur aux enfants, parce que lutter contre toutes les formes de violences – celles des adultes envers les enfants comme celles des enfants entre eux – est un enjeu démocratique autant qu'un enjeu de civilisation, la participation effective est le chemin vers la pleine reconnaissance de [l'enfant comme sujet de droit](#).

Aucune violence n'apprend à grandir. Aucune violence n'apprend le respect. Aucune violence ne construit la confiance.

Au fond, la question qui nous est posée est simple : faisons-nous réellement une place aux enfants dans nos démocraties, ou continuons-nous à décider pour eux, sans eux ? Qu'y a-t-il, au fond, de plus démocratique que d'écouter celles et ceux qui n'ont pas encore le droit de vote ?

*

Eric Delemar va désormais diriger [une fédération nationale d'éducation populaire](#) qui accompagne près de deux millions d'enfants chaque année dans les temps périscolaires, les centres de loisirs et les séjours de vacances.

[Le rapport du haut-commissariat à l'enfance](#) (juillet 2026) ; [Défense des Droits de l'Enfant : des efforts à poursuivre](#) (novembre 2025) ; le rapport [A \(h\)auteur d'enfants](#), Gautier Arnaud_Melchiorre (janvier 2022)

Espaces "no kids" : un phénomène "préoccupant"

En 2026, les moins de 15 ans représentent près de 11 millions de personnes en France. La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) alerte sur la multiplication des espaces "no kids" ou "adults only". Selon la Commission, cette tendance soulève des questions en matière de respect des droits de l'enfant et d'invisibilisation de leur présence dans l'espace public. Certains enfants ou adolescents sont plus touchés que d'autres par cette exclusion. Face à ce constat, la CNCDH émet 18 recommandations pour réaffirmer la place de l'enfant dans la société. [Lire l'article](#). [Lire l'avis](#) (2 juillet 2026). Ressource : l'alliance alternative [Grandir ici](#).



EDUCATION

Médiatrice

Le rapport annuel de la médiatrice de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, présenté le 8 juillet 2026, consacre pour la première fois son bilan à la santé mentale des élèves, des étudiants et des personnels. Les services ont traité en 2025 plus de 28.5000 saisines, soit 22% de plus qu'en 2024 et +57% depuis 2020. [Lire l'article](#). [Lire le rapport](#).

Ecole (pas si) inclusive (que cela)

Près de 44.000 élèves sont encore en attente d'un accompagnant d'élève en situation de handicap (AESH) et plus d'un tiers de ceux qui ont besoin d'un accompagnement pendant la pause méridienne ne sont pas accompagnés, selon un rapport au Parlement du ministère de l'Éducation nationale. [Lire l'article](#) (15 juillet 2026).

Carte scolaire : anticiper les évolutions

Alors que les prévisions démographiques laissent entrevoir toujours plus de fermetures de classes, au grand dam des élus locaux, deux propositions de loi récentes souhaitent leur donner des outils juridiques afin de dépasser les simples conventions signées avec le ministère de l'Éducation nationale (l'une souhaitant [fixer un moratoire de trois ans](#), et l'autre [garantir l'accord des conseils municipaux](#)). Édouard Geffray, ministre de l'Éducation nationale, a lancé une "[expérimentation inédite de construction de la carte scolaire](#)" dans dix-huit départements, dont la Meurthe-et-Moselle. L'expérimentation vise à mieux anticiper les évolutions dans une perspective pluriannuelle. Sébastien Lecornu a pris lui-même [une position forte](#) dans le débat entendant construire une carte plus transparente, plus territorialisée et pérenne sur la durée d'un mandat municipal. Michel Fournier, ministre délégué chargé de la ruralité (et une expérience de trente ans en responsabilité d'association d'élus ruraux), suit aussi la question de près. Il considère que la concertation entre les DASEN (directeurs académiques des services de l'Éducation nationale) et les maires, quand elle fait œuvre de pédagogie, porte ses fruits, permet de sortir d'une gestion technocratique et de faire émerger des solutions apaisées ([lire l'entretien publié le 3 juillet 2026](#)). Il cite bien sûr son département des Vosges qui perd huit cents enfants par an et sa commune des Voivres qui a fermé une école sans que cela nuise à la vitalité du village, pour inviter à poser le sujet autrement et sans passéisme.

Les établissements scolaires et les canicules : adapter le bâti "mais pas que"...

Face aux fermetures en cascade d'écoles pendant la canicule qui a sévi entre le 17 juin 2026 et la fin de l'année scolaire, la Banque des Territoires, Actee, La Banque postale, EDF et l'État annoncent conjointement un plan d'urgence et de prévention massif de 190 millions d'euros pour accélérer l'adaptation climatique des bâtiments éducatifs.

Au-delà de la nécessaire rénovation du bâti, le calendrier scolaire doit être revu à l'échelle nationale et locale, ce qui engage l'organisation de la société dans son ensemble, soutient Damien Berthilier, président du cabinet [Territoire éducatif](#).

Système éducatif : mieux intégrer l'IA dans l'enseignement primaire et secondaire

Dans [un rapport](#) remis le 29 juin 2026, le Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique (CIAN) s'interroge sur l'usage de l'intelligence artificielle dans les établissements scolaires. Les auteurs appellent à "sortir de la clandestinité". Ils estiment que l'IA demeure un sujet "tabou" à l'école où les usages sont le plus souvent "dissimulés et non assumés". [Lire l'article](#).

Mobilisation des cellules régionales pour l'apprentissage

Une [instruction interministérielle](#) du 19 juin 2026 appelle les préfets de régions et les directions régionales de l'Etat concernées, à mobiliser les cellules régionales interministérielles pour l'accompagnement des jeunes souhaitant s'orienter vers l'apprentissage. [Lire l'article](#).

Loi du 13 juillet 2026 : le droit à un avocat pour chaque enfant protégé

La [loi du 13 juillet 2026](#) impose la présence d'un avocat pour assister le mineur faisant l'objet d'une mesure d'assistance éducative. Cette assistance sera obligatoire "sans condition de discernement de l'enfant". Ce sera au juge des enfants de demander au bâtonnier la désignation d'un avocat, dès l'ouverture de la procédure. Le mineur aura le **droit** de choisir librement son avocat. L'assistance de l'avocat dans ce cadre sera intégralement prise en charge par l'État, au titre de l'aide juridictionnelle. Le juge des enfants pourra également désigner en plus un administrateur *ad hoc* s'il l'estime nécessaire, dans les conditions prévues à l'[article 388-2 du code civil](#), c'est-à-dire lorsque les intérêts du mineur apparaissent en opposition avec ceux de ses représentants légaux. Ces nouvelles dispositions entreront en vigueur le 6 janvier 2027, afin de laisser le temps aux juridictions et barreaux de s'organiser.

Moins de 15 ans hors des réseaux sociaux

Le Parlement a adopté l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans, avec une mise en œuvre promise dès la rentrée de septembre 2026, en même temps que l'interdiction du téléphone portable au lycée, également dans le texte. Cela ferait de la France une pionnière dans l'Union européenne en matière de restriction des plateformes. Des exceptions sont toutefois prévues, par exemple pour les "encyclopédies en ligne", auxquelles ont été ajoutés les "projets numériques à vocation éducative". Cependant, bien des obstacles juridiques et sociologiques subsistent, selon [le Club des Juristes](#). Un recours au Conseil Constitutionnel a été déposé.

D'où la vérité sort-elle toujours ? Devoir de vacances

"Balan... Balan... Balançoire. Belle histoire" (Anne Sylvestre)

Lors de l'aménagement de l'aire de jeux de la place de la Libération à Vagney (Vosges), de nombreuses structures d'escalade, des toboggans et des passerelles avaient été installés. Un équipement manquait toutefois : une balançoire. Un enfant, âgé de 10 ans, a interpellé le maire à ce sujet et sa parole a été entendue ! Au moment de dévoiler la nouvelle installation, Didier Houot, maire, s'est tourné vers le garçon, David Rousseau, dont la parole a su faire bouger les choses ([récit Vosges Matin](#), juillet 2026)

"Si j'aurais su, j'aurais pas venu"

Si cette réplique (ci-dessus) de Petit Gibus dans [La guerre des boutons](#) est connue de tous, l'auteur du roman éponyme, Louis Pergaud, l'était moins. C'est pourquoi Jean-Jacques Bigorgne lui avait consacré un livre "Je suis Louis Pergaud" (préfacé par Maurice Genevoix). Proviseur honoraire du collège de Foug (54), Jean-Jacques Bigorgne vient de nous quitter... La guerre des gosses continue, mais celles de leurs parents sont beaucoup moins drôles.

"La petite fille la plus forte du monde"

Fifi Brindacier naît dans les années 1940, bien avant la série télévisée qui la rendra célèbre. Pourtant, sa liberté semble toujours en avance sur son époque. Elle vit seule, décide pour elle-même, questionne les adultes, refuse les évidences. À travers elle, la romancière suédoise Astrid Lindgren invente une enfance qui ne demande pas seulement à être protégée, mais à être prise au sérieux. Podcast [France Culture, 3 juillet 2026](#).



SANTE

Le sport n'est pas une option

Il est question de sport ici dans la rubrique Santé, parce qu'à l'évidence la pratique d'activités physiques, à tous les âges et particulièrement chez les plus jeunes, est un facteur de bien-être et de bonne santé. Le Pass'Sports pour les enfants est un outil reconnu et attendu par les familles. Cependant, à quelques semaines de la rentrée, un certain flou opérationnel subsiste sur les modalités de mise en œuvre et les élus, le mouvement sportif et acteurs du mouvement associatif s'en inquiètent. [Lire l'article](#) (Maire Info, 21 juillet 2026)

Génération sans tabac

L'Assurance-maladie plaide pour interdire la vente de cigarettes aux personnes nées après 2009. La proposition figure dans un rapport publié le 2 juillet 2026, destiné à "éclairer les débats" budgétaires de l'automne. Par la voix de sa directrice, la Marnaise Emmanuelle Béguinot, [le Comité national contre le tabagisme](#) (CNCT) salue cette initiative qui répond aux plaidoyers de l'association dont l'objet est de mener des actions de prévention et de sensibiliser sur les dangers du tabagisme. L'idée va dans le sens de la proposition de loi transpartisane "[Pour une génération sans tabac](#)", déposée à l'Assemblée nationale en novembre 2025 par le député Nicolas Thierry et cosignée par 40 parlementaires. [Lire aussi l'article](#) (AFP, France 24, 2025).

L'alcool, enjeu majeur

La consommation d'alcool reste un problème majeur en France, responsable de 41 000 décès annuels (cancers, maladies cardiovasculaires, digestives) et associée à des troubles psychiques (dépression, démences précoces) ainsi qu'à des violences. Malgré une baisse globale de la consommation, notamment chez les jeunes, les niveaux restent élevés. [Lire l'article](#). Voir la publication [La santé en action](#) (Santé publique France, 2026).

Addictions : les structures de prise en charge saturées

La Commission de Coordination et de Décloisonnement en Addictologie (CCDA) de l'agglomération de Strasbourg a relevé différents constats : dans l'Eurométropole, les CSAPA font face à une saturation vis-à-vis des demandes de prise en charge. Parmi les patients susceptibles d'être relayés vers les professionnels de ville, les représentants des CSAPA identifient certains patients nécessitant des Traitements de Substitution aux Opiacés (TSO), or les professionnels rencontrent diverses difficultés pour effectuer ces relais. Consulter [les résultats de l'étude ici](#)

Portraits de territoires

L'espace "[Mieux connaître mon territoire](#)" de l'Observatoire régional de la santé (ORS) Grand Est est désormais actualisé. Cette actualisation 2026 permet d'accéder à des portraits de territoires construits à partir des données les plus récentes disponibles. Ils offrent une vision synthétique et des indicateurs précis à différentes échelles territoriales (EPCI, départements et zones d'implantation) afin de répondre aux besoins des collectivités, des professionnels de santé, des institutions et des partenaires locaux ; et d'accompagner à la décision.

Politique de santé en Meurthe-et-Moselle

Face aux déserts médicaux et au vieillissement de la population, la Meurthe-et-Moselle fait de la santé publique un axe de développement territorial. En votant sa feuille de route 2026-2028 le 22 juin 2026, la collectivité injecte des leviers économiques dans l'e-santé, l'innovation de proximité et les infrastructures de soins pour corriger les fractures territoriales. Le Département finance quatorze structures de santé locales, à l'instar de Labry, Jarny et du Lunévillois, tout en expérimentant les téléconsultations assistées dans le Pays-Haut. [Lire l'article](#) sur La Gazette France.

Pesticides : l'Anses sous pression

Le 21 juillet 2026, la loi dite "d'urgence agricole" a été adoptée par le Parlement, en vue d'une promulgation attendue en août après décision du Conseil Constitutionnel. Plusieurs articles font débat, dont celui qui rend à nouveau possible l'utilisation de deux pesticides, considérés comme dangereux pour la santé humaine et pour la biodiversité. Au final, c'est l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) qui est mise à contribution pour valider ou non l'usage de ces produits. L'Agence, établissement public administratif, recourt à l'expertise scientifique pour déterminer ses décisions. Dans ce cas précis, elles seront sous pression, puisque l'Anses ne disposera que de deux mois pour donner ses conclusions. [Lire le dossier Anses](#) sur le sujet (2023).

*

Droit : les voies de recours en médecine de ville

France Assos Santé Grand Est a organisé une commission du réseau dédiée aux voies de recours en médecine de ville, le 17 juin à Nancy.

Grégory Billiet, Inspecteur chargé d'inspection et de contrôle à la Direction Inspection, Contrôle et Evaluation (DICE) de l'ARS Grand Est a ouvert la séance en présentant la gestion des problèmes signalés — un enjeu majeur pour la qualité et la sécurité des soins. La DICE reçoit et traite trois types de signaux : les Événements indésirables graves, déclarés par les établissements ; les Réclamations, déposées par les usagers ou leurs proches ; Les Signalements, émis par des partenaires, administrations ou professionnels. [Voir le power point de présentation.](#)

Gaëlle Langlard, Responsable de service Gestion du Risque et Lutte contre la Fraude à la CPAM 54 et Cédric Estrada, chargé d'étude juridique, ont ensuite présenté deux volets essentiels : L'accès aux soins des personnes en situation de handicap ; Les voies de recours contre les décisions de la CPAM. [Voir le power point de présentation.](#)

Le président du Conseil de l'Ordre des Médecins (CDOM) 54, Docteur Franck BRESLER, a rappelé sa mission fondamentale : veiller au respect de la déontologie médicale et sanctionner les manquements. Une plainte est définie comme une demande de sanction à l'égard d'un médecin. Tout usager peut en déposer une. Il a fait un large focus sur le refus de soins discriminatoire. [Voir le power point de présentation.](#)

Ces trois interventions ont mis en lumière la complémentarité des acteurs impliqués dans les voies de recours en médecine de ville. L'ARS analyse et agit pour la sécurité des soins, la CPAM garantit l'accès aux droits et aux recours, et l'Ordre veille au respect de la déontologie. Ensemble, ils constituent un écosystème de protection des usagers, essentiel pour renforcer la confiance dans le système de santé. [Lire l'article.](#)

*

Mortalité périnatale : 7 398 décès en 2024

Depuis 2021, et plus particulièrement en 2024, le taux de mortalité périnatale augmente en France. Cette augmentation de la mortalité périnatale dépend de nombreux facteurs : âge de la mère, nombre de fœtus, âge gestationnel ou encore région de résidence, conditions socio-économiques... [Une étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques](#) (Drees), publiée le 7 juillet 2026, analyse les facteurs de risque. [Lire l'article.](#)

Accouchement sous X : comment concilier droit au secret et accès aux origines ?

À l'heure où la recherche des origines de naissance est facilitée par les réseaux sociaux et par la pratique de plus en plus répandue des tests génétiques, le Conseil national de l'adoption et le Conseil national pour l'accès aux origines personnelles ont été sollicités pour proposer une évolution de la législation sur l'accès aux origines.

Comment faire évoluer la loi du 22 janvier 2002 relative à l'accès aux origines des personnes adoptées et pupilles de l'État en facilitant l'accès aux origines pour les enfants nés [sous X](#) sans priver les mères de la possibilité de rester anonymes ? Plus de 20 ans après cette loi, quel nouveau point d'équilibre trouver ? [Lire l'article.](#)



AUTONOMIE

Canicule et surmortalité

Santé publique France publie les [données relatives à l'excès de mortalité](#) toutes causes, observé durant la période de canicule du 17 juin au 2 juillet 2026 exposant la quasi-totalité de la population à de très fortes chaleurs dans une période encore importante d'activités scolaires et professionnelles. 5 764 décès toutes causes en excès (+ 36 %) ont été estimés pour les périodes et départements concernés par des records de températures historiques. L'estimation finale de l'excès de mortalité consolidée sur l'ensemble de l'été et détaillée par vague de chaleur sera présentée dans le bilan estival produit après la période de surveillance. La surmortalité a concerné toutes les classes d'âge, à l'exception des moins de 15 ans. Les personnes âgées, surtout les plus fragiles et les plus isolées, en sont cependant les premières victimes.

Surtout ne vous pressez pas !

Malgré cela (*sujet précédent*), la France ne cesse de procrastiner ! Le projet de loi Grand Âge ne cesse d'être reporté à une date ultérieure. Une promesse solennelle en début de mandat présidentiel, la commande d'un rapport, le lancement d'une concertation, puis... le silence. Promis à nouveau en 2022, et censé être décliné en plan national pour le début de 2026, le projet a été de nouveau reporté sine die ([lire l'article, février 2026](#)). Pourquoi cette procrastination ? Dans son éditorial du 6 juillet 2026, Stéphane Lauer (Le Monde) fustige "cette incapacité des politiques à penser la question du grand âge sur le long terme". En cause, l'impossibilité à déterminer les sources du financement à court terme pour des besoins estimés à une vingtaine de milliards, malgré les bénéfices à long terme d'un montant bien supérieur. Face à cet enjeu, il ne suffira pas de changer le nom des Ehpad en [Maisons France Autonomie](#) !

France Autonomie : une Conférence nationale de l'autonomie est (enfin) annoncée

Annoncée par Camille Galliard-Minier, ministre déléguée chargée de l'Autonomie et des Personnes handicapées, la future Conférence nationale de l'autonomie (CNA) doit réunir, à l'automne 2026, l'ensemble des acteurs concernés par les enjeux du vieillissement et de la perte d'autonomie. État, collectivités territoriales, professionnels de santé, associations, partenaires sociaux et représentants des usagers seront associés à cette démarche de concertation.

Vieillessement : les travaux de la CNA soulignent le rôle déterminant des territoires

Comment répondre au vieillissement de la population dans les prochaines décennies ? Réuni le 7 juillet, le comité de pilotage de la Conférence nationale de l'autonomie (CNA) a dressé un premier état des lieux des besoins à venir et engagé les échanges sur les transformations nécessaires de l'offre d'accompagnement. Les travaux confirment l'ampleur des défis à relever et mettent en lumière le rôle que devront jouer les collectivités locales, les CCAS/CIAS. [Lire l'article](#).

Le rôle des aidants

En France, 10 à 12 millions de personnes jouent un rôle essentiel pour notre société, mais leur engagement reste trop souvent méconnu. Ce sont les aidants familiaux, présents au quotidien auprès d'un proche : personne âgée ou en perte d'autonomie, enfant en situation de handicap....

Mère solo de deux enfants, dont un en situation de handicap, Sonia Jabri habite à Saint-Nicolas-de-Port (Meurthe-et-Moselle). Elle est à l'origine de l'association [Lina, ma poupée Angelman](#). En 2017, elle a imaginé le concept [My Extra'Box](#) : un kit d'informations pour parents d'enfants handicapés leur donnant accès à un annuaire des partenaires, un site Internet d'information et une appli mobile. Puis face au constat des limites du monde associatif traditionnel pour porter le changement, elle a choisi la voie du combat syndical et fondé le [Syndicat national des aidants](#).

Personnes handicapées et aide à domicile : le Défenseur des droits dénonce...

La dignité et la sécurité des personnes en situation de handicap vivant à domicile dépendent de la qualité de l'accompagnement dont elles disposent. Dans [une décision-cadre](#) illustrée de témoignages explicites, le Défenseur des droits met en évidence des dysfonctionnements graves et formule 17 recommandations. Il s'agit là de la dernière décision-cadre signée par Claire Hédon avant la fin de son mandat de six ans et son remplacement par [François-Noël Buffet, Défenseur des Droits depuis le 23 juillet 2026](#).

Une mission sur le financement de la protection sociale

Emmanuel Macron a confié une mission sur le financement de la protection sociale à quatre experts, qui doivent rendre un rapport consultatif fin 2026 pour "éclairer le débat public". Ces spécialistes seront chargés de dresser un état des lieux du modèle de financement actuel et proposer des scénarios pour le refonder. Ce système, "un pilier de notre pacte républicain", est "soumis à des défis majeurs", peut-on lire dans la lettre de mission. [Lire l'article](#).



CONSOMMATION

La loi anti fast-fashion adoptée... mais insuffisante

La [loi du 8 juillet 2026](#), dite loi "anti fast-fashion", prévoit plusieurs mesures pour réduire la pollution engendrée par l'ultra "fast fashion" : définition de la mode ultra-express, sensibilisation des consommateurs, malus financier, interdiction de toute publicité. [Lire l'article](#)

Mais des associations dénoncent un texte vidé de sa substance et surtout qui arrive bien tard, alors que les dégâts sont déjà considérables. [Lire l'article](#) (Chambre de Consommation).

Si la France devient ainsi le premier pays européen à se doter d'une loi "anti ultra fast-fashion", l'Union européenne s'attaque elle aussi à une transformation du secteur. Depuis le 19 juillet 2026, les grandes entreprises du textile ne peuvent plus détruire leurs invendus, sauf exceptions. Cette mesure n'est que la première pierre apportée à un nouveau cadre européen, qui régit l'ensemble du cycle de vie. L'objectif : concevoir des produits plus durables et limiter le gaspillage. Une évolution qui devrait rendre la mode plus responsable, sans priver les consommateurs de bonnes affaires. Site-ressource : [le Centre Européen des Consommateurs](#).

Importation de petits colis dans l'UE : une taxe de 3 euros depuis le 1^{er} juillet 2026

Depuis le 1^{er} juillet 2026, l'Union européenne (UE) applique un droit de douane de 3 euros sur les colis de faible valeur (moins de 150 euros) importés de l'extérieur de l'UE, principalement par commerce électronique. Cette mesure temporaire restera en place jusqu'à ce que la plateforme des données douanières de l'UE devienne opérationnelle. [Lire l'article](#).

Plats cuisinés : trop d'étiquettes mensongères

La hausse des prix dans l'alimentation n'épargne pas les plats cuisinés. Mais selon une enquête de la DGCCRF, certains opérateurs de l'agroalimentaire adoptent des pratiques non conformes pour préserver leurs marges. [Lire l'article](#) (CCA).

Zones grises sur les cartes grises

Depuis 2017, l'enregistrement des opérations dans le système d'immatriculation des véhicules (SIV) est géré par des opérateurs privés, habilités par l'État. La Cour des comptes dénonce les dérives d'une externalisation "non maîtrisée". [Lire l'article](#).

Les TER inadaptés face aux très fortes chaleurs

Lors des épisodes de canicule, plusieurs lignes d'Intercités ont subi des perturbations en raison d'un matériel roulant obsolète, qui n'est pas conçu pour faire face à ces vagues de chaleur. [Les explications de la Fnaut](#) (Fédération nationale des associations d'usagers des transports).



TOURISME DURABLE

La Commission européenne au soutien du tourisme durable dans les sites Natura 2000

La Commission européenne a présenté ses recommandations visant à soutenir le tourisme durable dans les sites Natura 2000 – plus de 27.000 dans l'UE, couvrant 18,6% de la superficie terrestre de cette dernière et 10,5% de sa superficie marine. Dans le même temps sont présentées les [orientations](#) relatives à Natura 2000 et au changement climatique. Elles incluent les préconisations visant à prévenir les incendies de forêts. [Lire l'article](#).

Le droit de la montagne

Les montagnes figurent parmi les zones de la planète qui se réchauffent le plus vite engendrant des déséquilibres et des risques accrus de phénomènes extrêmes. La Bibliothèque des Rapports Publics (BRP) propose une [sélection de rapports](#) sur le sujet. Le Parlement vient par ailleurs d'adopter une nouvelle Loi Montagne, issue d'une proposition présentée par Pierre Vigier, président de l' [Association Nationale des Elus de la Montagne](#). Ces derniers exprimaient des besoins d'actualisation des normes pour mieux répondre aux réalités de ces territoires — urbanisme, école, santé, activités agricoles et pastorales, gestion de l'eau, développement économique.

La Tournée des Fermes dans les Vosges Mosellanes

L' [Association Mosellane d'Economie Montagnarde](#) (AMEM) est une association de loi 1908 qui couvre, depuis 1979, un territoire de 65 communes du Massif des Vosges. Elle organise, chaque dernier dimanche de septembre, [la Tournée des Fermes](#), l'occasion de rencontrer les producteurs et artisans qui font vivre le territoire et à mieux comprendre leurs métiers.

Le pastoralisme vosgien à l'honneur

L'ONU a proclamé 2026 Année Internationale des Parcs et du Pastoralisme (AIPP). L'objectif : rappeler à quel point ces pratiques sont précieuses pour les territoires ruraux, la biodiversité et notre alimentation. Dans le Massif des Vosges, cette année spéciale devient une belle occasion de [raconter notre montagne autrement](#).

Alsace Bossue, à la découverte du Pays Secret

Nichée entre le plateau Lorrain et les Vosges du Nord, l'Alsace Bossue est un petit coin de paradis où nature et patrimoine se rencontrent en harmonie. Ici, tout est propice aux balades à pied ou à vélo, au rythme de la nature, mais aussi à la découverte d'un patrimoine remarquable : châteaux et villages de caractère. [Destination Alsace Bossue](#).

Le Sundgau tout en relief

Le Sundgau est [un petit pays à découvrir](#) au sud de l'Alsace, parsemé de petits bourgs et villages au charme mystérieux, nichés dans des vallons riants aux abords de forêts profondes, avec ses maisons à colombages, ses anciennes chapelles, ses vergers gorgés de fruits et ses étangs poissonneux.

Argonne : une expérience à vivre

L'Argonne vous invite à vivre une expérience authentique, entre nature sauvage et patrimoine chargé d'histoire. Le beau village de Beaulieu-en-Argonne, la forêt d'Argonne, le site historique de Vauquois, les sites de mémoire de Montfaucon d'Argonne et de Romagne-sous-Montfaucon, l'étang des Bercettes, les boucles de randonnée, etc. [Il y a tant à faire en Argonne !](#)

Balade à vélo : la Marne bucolique

C'est une boucle de 32 km qui, au départ de la gare de Lagny-Thorigny, couvre [un itinéraire plein de contrastes](#) entre patrimoine industriel, parcs vallonnés, villages pittoresques et œuvres d'art contemporain.

EN BREF, MAIS ESSENTIEL : CLIMAT / COHESION

- ✓ [Que faire cet été dans le Grand Est ?](#) De nombreux évènements sont annulés en ce mois d'août en raison des conditions climatiques et de l'extrême fragilité des forêts. Parmi eux, la Fête du schlittage et des vieux métiers à Sapois (Vosges), qui a lieu habituellement chaque année, et la fête-anniversaire des 800 ans de la Principauté de Salm, initialement prévue le 16 août à La Broque (Bas-Rhin).
- ✓ Régions de France publie son premier [livre blanc consacré à la biodiversité](#), dans lequel l'association dresse onze propositions pour "clarifier et renforcer les compétences des régions" en la matière et "sécuriser les financements". [Lire l'article](#).
- ✓ Répondant à une recommandation du [Haut Conseil pour le climat](#), le gouvernement a présenté, le 9 juillet 2026, un premier bilan annuel des impacts du changement climatique en France. [Lire l'article](#). Pendant ce temps, il dissout le GIP-EPAU qui pilotait de nombreux programmes d'adaptation des projets architecturaux (logement, services, équipement). [Lire ici](#).
- ✓ Canicule : le haut-commissariat à la stratégie et au plan plaide dans [une note présentée le 10 juillet 2026](#), pour une "France du frais" organisée au quotidien.
- ✓ Plus de la moitié des maisons en France menacées par les mouvements des sols argileux dus à la sécheresse et c'est devenu [un drame national](#).
- ✓ Après la succession de canicules du printemps-été 2026, des scientifiques réclament une loi d'urgence climatique : "On ne pourra pas s'adapter à +3°C, c'est faux !", alerte Jean Jouzel. Source : [Public Sénat](#). Lire [les alertes et les préconisations du GIEC](#) (28/07/2026).
- ✓ Les dégâts causés par la sécheresse ont représenté en 2025 près de la moitié de ceux causés par l'ensemble des catastrophes naturelles sur l'année, selon [une estimation publiée le 23 juin](#) par la Caisse centrale de réassurance (CCR). Sécheresse, inondations, tempêtes... Un quart des communes françaises sont aujourd'hui vulnérables aux conséquences du changement climatique et à la dégradation des conditions d'assurance, selon les associations Reclaim Finance et Data For Good, qui ont lancé le 1^{er} juillet [une carte interactive](#) pour illustrer cette situation.
- ✓ Face à la multiplication des canicules, le collectif "[Nos Villes à 50°C](#)" propose une nouvelle doctrine d'adaptation du parc résidentiel. L'objectif est de préserver l'habitabilité des logements tout en limitant les coûts et la consommation d'énergie. [Lire l'article](#).
- ✓ Renard roux, martre, fouine, belette, et plusieurs espèces de corvidés pourraient continuer à faire l'objet de destructions massives et souvent injustifiées. Participez à la consultation publique et demandez une réforme en profondeur du dispositif ESOD. [Lire sur le site de la Ligue de Protection des Oiseaux](#) (LPO).
- ✓ Le ministre délégué à la Ruralité, Michel Fournier, lance une étude comparative à l'échelle de l'OCDE pour voir comment les pays développés prennent en compte les "aménités rurales" (c'est-à-dire les bienfaits apportés par la ruralité au reste du pays en termes de biodiversité, de ressources, etc.). [Lire l'entretien](#).
- ✓ La huitième édition des [trophées Natura 2000](#), lancée en juin 2026, vise à mettre en lumière la valeur ajoutée de ce réseau en récompensant "l'excellence dans la gestion de ces sites". Candidatures jusqu'au 30 septembre. [Lire l'article](#).
- ✓ Mobilités douces : Avec la hausse de l'usage du vélo depuis le Covid, les trajets combinant train et bicyclette se multiplient, mais soulèvent de nouvelles difficultés d'accès et de cohabitation à bord. Les associations de cyclistes lancent [une enquête](#) pour mieux comprendre les usages et défendre des solutions adaptées auprès des autorités et de la SNCF.
- ✓ Mobilités douces encore : Jusqu'au 17 août, la RD 913b qui traverse le champ de bataille de Verdun sera réservée aux mobilités douces ([expérimentation](#)). A Nancy : cyclistes du quotidien, cyclotouristes, piétons, joggeurs, pêcheurs, promeneurs sont invités à cohabiter avec les agents des Voies navigables de France, le long du canal de la Marne au Rhin ([sensibilisation](#)).
- ✓ "Fraternels professionnels : coiffeurs, commerçants, pharmaciens, les artisans de la cohésion". L'[enquête sociologique de Destin Commun](#) met en lumière la somme des "liens légers" qui - au-delà de la relation commerciale - structurent notre quotidien.

L'Unaf, les Udaf et Uraf, unis pour les familles